

Oser lutter	1-2
Société d'histoire de Drummond	2-3
Générale manufacturière : la dure école	4

Canadian Celanese



Canadian Celanese, 1950, Drummondville. (Société d'histoire de Drummond, Fonds Canadian Celanese, P90, S9, P14.)

Jacques Desmarais, secrétaire du CHAT, a entrepris l'étude du cas de l'usine de textile *Canadian Celanese* établie à Drummondville en 1926 jusqu'à sa fermeture en 2000. Cette entreprise a été un facteur majeur de développement de cette ville jusqu'à sa fermeture. Le rapport expose aussi les actions de reconversion industrielle mises en œuvre à Drummondville pour substituer un environnement de diversité industrielle à la mono-industrialisation du secteur textile.

Le CHAT s'est lancé dans cette étude dans le cadre du projet de recherche *La désindustrialisation et la politique de notre temps* (<https://deindustrialization.org/a-propos-de-nous/?lang=fr>). Le projet examine les racines historiques et les expériences vécues de la désindustrialisation ainsi que les réponses politiques. L'objectif global est de comprendre la désindustrialisation d'un point de vue transnational et comparatif, ainsi que ses causes, les réponses apportées, ses effets et ses héritages.

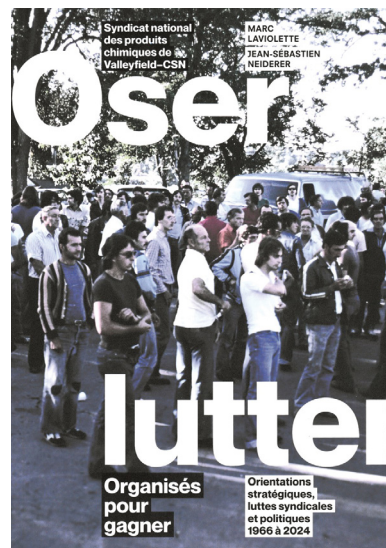
Les archives de la SHD ont été d'une aide précieuse pour mener à bien cette recherche. Soulignons que cette dernière sera publiée dans une forme plus synthétique dans un livre à paraître et le rapport de recherche sera publié in extenso sur le site du CHAT. ■

Syndicat national des produits chimiques de Valleyfield Oser lutter. Organisés pour gagner

Dans une publication récente d'une très belle facture, les travailleurs de l'usine appartenant aujourd'hui à General Dynamics à Valleyfield font le point sur leur action syndicale pendant près de 60 ans. « Nous nous sommes battus pour assurer la pérennité de l'entreprise, pour avoir une meilleure santé-sécurité, pour forcer ce pollueur à se conformer aux normes environnementales et pour mettre de l'avant une expérience de démocratisation du travail grâce à une coopérative de travailleurs-investisseurs », écrit Marc Laviolette, opérateur de l'usine de 1978 à 2012 et président de 1986 à 1994 et 2003 à 2012.¹

Ce dernier et Jean-Sébastien Neiderer ont rédigé ce document historique passionnant de la vie syndicale du Syndicat national des produits chimiques de Valleyfield-CSN. Les auteurs ont procédé par ordre chronologique. L'action syndicale au fil des ans a pris de multiples formes pour soutenir la solidarité, améliorer les salaires, les avantages sociaux dont le régime de retraite. Dans le cadre de cet article, nous retiendrons trois thèmes.

¹ Marc Laviolette a aussi été président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) de 1999 à 2002. Il est mort le 27 juin 2024 à l'âge de 75 ans.



Santé-sécurité

La santé-sécurité occupe une place très importante dans le livre. Cela se comprend lorsque l'on sait qu'on produit de la poudre propulsive et des explosifs brisants. En 1976, on compte plus de 500 accidentés du travail par année. Dix pour cent des travailleurs sont atteints d'une maladie industrielle. En août 1980, une explosion survient : trois morts. En avril 1982, il y a l'explosion du réservoir d'acide no 17 qui force l'évacuation du village de Nitro. En janvier 1983, un travailleur meurt intoxiqué par des vapeurs nitreuses. De février à mars 1983, le syndicat

Suite à la page 2

répertoire de nombreux cas d'intoxication aux vapeurs d'éther.

Il réclame une commission d'enquête. Ce sera la commission Beaudry dont le rapport en 1983 pointe du doigt les nombreuses déficiences dans l'organisation de la santé et de la sécurité à l'usine. Le syndicat entreprend une négociation avantageuse : poste libéré à plein temps comme responsable syndical de la santé-sécurité, droit collectif de refuser un travail dangereux, droit d'enquête syndicale et aucune perte de salaires et d'avantages du fait d'un accident de travail.

L'environnement

Le syndicat ne s'est pas contenté de se battre pour des conditions plus sécuritaires dans l'usine, mais aussi pour la population à l'extérieur. Le syndicat a eu accès en 1986 au dossier environnemental de l'usine. Reconnu comme le cinquième plus gros pollueur du Québec, on y apprend que la compagnie déverse 40 tonnes d'acide sulfurique par jour dans le fleuve St-Laurent. Le syndicat fait pression pour que la compagnie signe le programme de réduction des rejets industriels du ministère de l'Environnement. Le syndicat est toutefois conscient que l'entreprise doit moderniser l'usine pour répondre à ces exigences.

Les travailleurs comme partie prenante

Le syndicat négocie en 1988 une clause de transparence économique pour être en mesure d'évaluer les pertes, intervenir rapidement et favoriser la diversification de la production afin de diminuer la dépendance aux contrats militaires. L'entreprise accepte de participer à un comité d'adaptation de la main-d'œuvre (CAMO) afin de diversifier la production vers les marchés civils.

Le syndicat s'implique dans la gestion de l'entreprise pour sauver des emplois. Dans les années 90, le syndicat met sur pied une coopérative des travailleurs pour influencer les orientations stratégiques, participer au développement et accroître la solidarité entre les travailleurs. ■

Société d'histoire de Drummond (SHD)

Une initiative citoyenne dans la durée

Entre 1920 et 1950, Drummondville connaît une explosion démographique sans précédent, passant de 2 850 à 27 500 habitants. Plusieurs secteurs d'activités se développent, notamment celui des arts et de la culture. Dans ce contexte, le 28 février 1957, des notables rencontrent le maire nouvellement élu, Marcel Marier. Il ressort de cet échange le souhait de former une association dédiée à la sauvegarde et à la diffusion de l'histoire de Drummondville. Le 19 avril 1961, cette initiative citoyenne se concrétise par la fondation officielle de Société historique de Drummondville (SHD).

Grâce à la persévérance admirable de nombreux artisans et artisanes, la SDH obtient en 1996 une première aide au fonctionnement régulier de la Ville de Drummondville permettant l'embauche d'une archiviste de formation.

MRC de Drummond

En 2005, la société franchit une autre étape vers son autonomie financière grâce à un soutien récurrent de la MRC de Drummond. Poursuivant toujours son objectif de centre d'archives régional, l'organisme adopte son appellation actuelle, Société d'histoire de Drummond (SHD), en 2007 afin de mettre de l'avant la mise en valeur de l'histoire régionale et la préservation de l'ensemble du patrimoine documentaire de la MRC de Drummond.

Agrément par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

Après des années d'efforts soutenus, la SHD vit une année de transformations majeures en 2008, en commençant par son déménagement dans un lieu contrôlé au

niveau de la luminosité, de la température et de l'humidité. Ce nouvel environnement de conservation et de consultation d'archives est le dernier prérequis avant l'obtention de son agrément par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) reçu en septembre de la même année. En 2009, après l'achat d'étagères, de matériel archivistique et de mobilier, les nouvelles installations de la SHD sont complètement opérationnelles et attirent déjà bon nombre de citoyens de la région.

Entre 1997 et 2010, le budget de la SHD passe de 42 000 \$ à 250 000 \$ grâce aux revenus de projets de diffusion et aux subventions de la Ville de Drummondville, de la MRC de Drummond et de BAnQ.



Assemblée annuelle de la Société historique de Drummondville, 1963. (Société d'histoire de Drummond, Fonds Pierre Dozois; P184-026352.)



De gauche à droite : Kevin Lampron-Drolet, agent de projets numériques, Stéphanie Courchesne, coordonnatrice du service d'archives et Gabriel Cormier, coordonnateur aux projets de diffusion.

Photo — SHD

La SHD dans un bel édifice

Depuis 2017, la SHD profite d'un tout nouvel espace de conservation et de consultation d'archives dans le bel édifice Francine-Ruest-Jutras à Drummondville. Aujourd'hui, la SHD emploie trois salariés, compte sur l'appui de 25 à 30 bénévoles et d'un conseil d'administration de 9 membres.

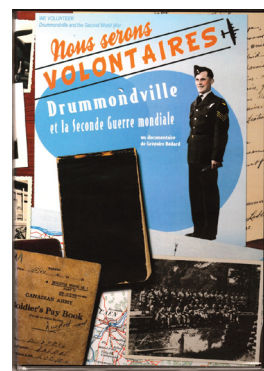
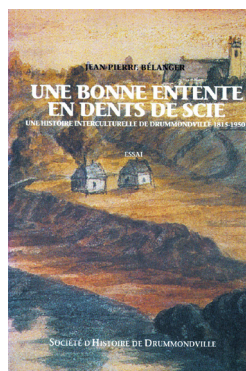
Syndicalisme

Un champ de recherche à explorer est celui du syndicalisme à Drummondville. Des chercheurs comme Jean-Pierre Bélanger ou Jacques Desmarais l'ont abordé partiellement dans le cadre de leurs travaux. Mais des études monographiques ou un portrait d'ensemble seraient pertinents compte tenu des nombreuses activités syndicales au fil des ans dans cette région. ■

Des livres et des vidéos

La SHD a publié de nombreux livres. Soulignons l'existence de celui de Jean-Pierre Bélanger *Une bonne entente en dents de scie* qui traite de l'histoire de la région de Drummondville depuis l'occupation du territoire par les Autochtones jusqu'aux années 1950 avec comme toile de fond les relations entre la communauté anglophone à l'origine de fondation de la ville et la communauté francophone devenue majoritaire.

Un magnifique coffret est aussi en vente avec *Le journal d'Alphonse* du soldat Alphonse Béliveau et une vidéo fort bien réalisée *Nous serons volontaires* de Grégoire Bédard avec des vétérans de Drummondville, survivants de la Deuxième Guerre mondiale. On y apprend qu'il y a eu de nombreux volontaires dont plusieurs sont morts au combat, mais que la population a protesté lorsqu'il s'est agi d'instaurer une conscription obligatoire. ■



Des activités de plus en plus nombreuses

Les activités proposées par la SHD sont de plus en plus nombreuses et l'organisme est en plein virage numérique pour la conservation et la diffusion des archives de la région, comme le démontrent de récentes expositions virtuelles et une collection de photographies numérisées.

La liste est longue d'activités de la société : publication une fois par mois d'un article dans L'Express Magazine, six conférences par année en collaboration avec la Bibliothèque de Drummondville, deux parcours de visites guidées durant tout

l'été - il y a 72 visites possibles, site sur la Toile depuis 2014, publication d'une info-lettre et de livres, panneaux d'interprétation dans la ville, exposition dans le local de la SHD, exposition virtuelle, production de vidéos.

La société travaille sur de nombreux projets : publication d'un livre sur la Première Guerre mondiale, une exposition sur les cent ans de la centrale Hemming, une exposition itinérante *Traits de mémoire* avec des artistes de la région dans cinq municipalités. ■

COORDONNÉES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE DRUMMOND (SHD)

Adresse physique
425, rue des Forges,
Drummondville QC J2B 0G4

Adresse postale
425, rue des Forges, C.P. 398,
Drummondville QC J2B 6W3

Téléphone 819 474-2318
Courriel info@histoiredrummond.com
Site <https://histoiredrummond.com>



381

mètres linéaires
de documents
textuels



879 237

photos et
documents ico-
nographiques



20 975

cartes et plans



48 849

minutes
d'images en
mouvement



123 556

minutes d'en-
registrements
sonores

Ces quantités sont de 6 à 20 fois plus grandes que celles initialement conservées avant l'obtention de l'agrément par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ).



Le bel édifice Francine-Ruest-Jutras à Drummondville où la SHD a ses bureaux.
Photo — André Laplante

Générale Manufacturière

La dure école

Luc L'Allier a travaillé pendant 25 ans chez Générale Manufacturière à Drummondville de 1975 à 2001. Bien que l'usine était rentable, les travailleurs ont dû faire la grève tous les deux ans pour obtenir des augmentations de salaire et de meilleures conditions. « Nous étions collés sur le salaire minimum. Pourtant, nous étions des gens de métier comme machinistes, peintres, programmeurs, électriciens. J'ai connu des offres aussi ridicules que cinq cents l'heure », a expliqué le travailleur drummondvillois.

Natif de Windsor Mills, son père travaille comme papetier chez Domtar. Ce dernier déménage pour aller travailler chez Papier Marlboro à Drummondville en 1968. Luc L'Allier a suivi son cours d'électricien dans la même ville. Après avoir été embauché chez Pepsi et avoir été congédié pour activités syndicales, il est embauché par Générale Manufacturière dans le département de l'assemblage. Il installe les moteurs dans la machinerie pour le bois.

Les Métallos en 1972

Il y avait un syndicat de boutique dans les années 60 à l'usine. Le Syndicat des

Métallos arrive en 1972. En plus des problèmes de rémunération, il y avait énormément de problèmes dans les conditions de travail : ventilation, éclairage et chaleur notamment. « Le climat de travail n'était pas bon, car le patron n'a jamais vraiment accepté la présence d'un syndicat. À titre d'exemple, comme président de ma section locale, j'ai été congédié à quatre reprises », raconte Luc L'Allier. Dans le secteur industriel à Drummondville, les Métallos ont syndiqué Générale Manufacturière, Fabrimet, Belgen, Venmar Ventilation, Les Équipements Blanchette, Produits haute température, Autobus Girardin.



Luc L'Allier donne son appréciation d'une publication de son syndicat en 1987.

« La Ville de la soie »¹

Les aménagements hydroélectriques réalisés de 1913 à 1928 permettent à sept usines de textile de s'installer à Drummondville. En 1931-32, la Celanese emploie plus de 1 500 personnes qui travaillent 55 heures par semaine, à des salaires dérisoires et dans des conditions rappelant celles des manufactures du XIX^e siècle. Dès le lendemain de la guerre, devant les difficultés rencontrées par le secteur du textile, Drummondville entreprend une vaste opération de diversification. Entre 1960 et 1972, la proportion de PME comptant moins de 50 employés passe de 65,9 % à 81,5 %. ■

¹ Nous nous référons dans cette section à l'étude de Jacques Desmarais citée dans l'article « Canadian Celanese » à la page 1.

Générale Manufacturière

C'est en 1944 à Drummondville que Georges Guérette fondait avec son fils Gilbert l'entreprise « Guérette Machine Shop ». Il a développé la société initiale sous le nom; General Manufacturing Company francisée en Générale Manufacturière. Elle était subdivisée en trois secteurs d'activités sous un même toit, soit les divisions Machinerie à bois, Fonderie de fonte et Tôlerie.

L'entreprise se spécialisait donc dans la fabrication de machines pour le bois comme des planeurs, des scies à ruban et des scies rondes. Au début, lorsque Luc L'Allier a commencé à travailler pour l'employeur, il y avait deux usines dans la même usine. Il y avait Générale Manufacturière et la division Tôlerie devenue Fabrimet en 1978 qui fabriquait des pylônes électriques, mais aussi de la tôle et de l'acier pour les machines chez Générale. Il y avait à ce moment-là entre 130 et 140 travailleurs. Mais Générale a réduit sa main-d'œuvre à 75 travailleurs environ lorsque Fabrimet a grossi et a déménagé en 1982. À l'origine, il y avait aussi la Fonderie Belgen qui s'est séparée de GM en 1974.

En 1978, les fils de Gilbert, Georges et Paul, ont joint l'entreprise familiale. En 1994, Gilbert Guérette a vendu GM à son fils Gilles. Selon Luc L'Allier « le père n'a pas fait ce cadeau à son fils. Ce dernier a payé le prix fort. Ça jouait dur là aussi ».

Générale manufacturière a fermé en 2005 à cause de la mondialisation. La fonte venait de Chine et les bancs de scie chinois étaient fabriqués par Général International de Taiwan. Générale Manufacturière est devenue un entrepôt de Général International. « En fait, dit Luc L'Allier, GM a vendu son nom aux Chinois ». ■

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Édifice Fernand Daoust
565 boul. Crémazie Est, 12^e étage, bureau 12100
Montréal QC H2M 2W3

Contact archivesdutravail@gmail.com
Site sur la Toile archivesdutravail.quebec

Responsable — André Laplante
Mise en page — Zoé Brunelli
Dépôt légal — BANQ 2025